

Le monde d'hier et de demain

Par **Thierry de Montbrial**

Thierry de Montbrial est fondateur et président de l'Ifri.

Le 17 octobre 1989, l'Ifri célébrait son dixième anniversaire dans le Grand amphithéâtre de la Sorbonne, où nous sommes réunis trente ans après. L'année 1989 restera comme la plus importante du second XX^e siècle et au-delà, plus importante même pour le changement du monde que le 11 septembre 2001, qui en fut une conséquence indirecte.

Le choc de 1989

En avril 1989, la répression des manifestations de la place Tien An Men à Pékin avait mis un terme aux « années folles » consécutives à la chute de la Bande des quatre, et à l'illusion entretenue par les idéologues occidentaux qui croyaient à la génération spontanée de ce qu'on n'appelait pas encore la démocratie libérale. Pour autant, la répression de Tien An Men n'a pas interrompu la montée de la Chine, bien au contraire. En France, on se rappela la formule prêtée par Alain Peyrefitte à Napoléon : « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera. » J'indique au passage que, selon Jean Tulard, aucun spécialiste de l'Empereur n'a jamais trouvé trace d'une telle sentence, qui n'en était pas moins juste.

S'il fallait cependant ne retenir qu'un seul jour en 1989, il serait facile de s'accorder sur le 9 novembre, celui de l'ouverture du mur de Berlin, début symbolique d'une séquence dont l'achèvement viendra en décembre 1991 avec la chute de l'URSS. Synthétiquement, la fin du système communiste soviétique fut l'expression de deux tendances lourdes :

– La chute du dernier empire du XX^e siècle, après celle des empires ottoman et austro-hongrois au lendemain de la Première Guerre mondiale, et celle beaucoup plus lente – des empires coloniaux européens après la Seconde. À la différence des autres, la chute de l'empire russe fut soudaine, et dans un premier temps étonnamment paisible. Mais il fallait être dépourvu de conscience historique pour imaginer qu'un tel effondrement n'aurait pas des conséquences multiples, différées pendant des décennies.

– La seconde tendance lourde est l'accélération de la révolution des technologies de l'information, cause la plus fondamentale de la disparition de l'URSS mais aussi du déploiement de la mondialisation.

Pour les Occidentaux, la question s'est alors posée de l'avenir des institutions euro-atlantiques. Dans cette expression, les tenants de l'idéologie atlantiste prennent comme un tout deux constructions complémentaires, concrétisations du protectorat américain. D'une part, le Traité de l'Atlantique Nord, qui avait tout juste 40 ans au moment des faits, et son organisation, c'est-à-dire l'OTAN. D'autre part, la Communauté économique européenne (CEE), alors âgée de 33 ans. Les deux étaient complémentaires, mais distinctes en raison de l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954, et beaucoup plus profondément en raison du rapport de force avec les États-Unis. Maintenir clairement la distinction entre les deux fut l'un des piliers de la politique du général de Gaulle.

Les choix euro-atlantiques

La réponse au choc de 1989 n'était nullement évidente. D'une part on n'a jamais vu une alliance survivre indéfiniment à la disparition des causes qui en étaient à l'origine, en l'occurrence l'URSS et son objectif d'imposer le communisme au reste du monde. Beaucoup d'analystes avaient d'ailleurs souligné que la longévité de l'Alliance atlantique, tout au long de la guerre froide, était remarquable, étant donné la volatilité de l'opinion publique américaine qui, l'expérience n'a cessé de le montrer, se lasse facilement des engagements extérieurs. D'autre part, la progression de la CEE s'était faite selon le principe de l'alternance de phases d'*approfondissement* et d'*élargissement*. Or, en 1990, on faisait face à la perspective d'un élargissement massif et simultané à des pays fort hétérogènes en raison de l'histoire du demi-siècle précédent.

Dans quel contexte les choix ont-ils été effectués ? D'abord le brouillage lié à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein (2 août 1990) et l'opération *Desert Storm* déclenchée en janvier 1991. Cette affaire marque le point de départ de l'expansion de l'islamisme politique et de son volet terroriste. Ensuite, la montée de l'idéologie de la « fin de l'histoire » ou de la « mondialisation heureuse », avec ce que j'appelle l'équation de Fukuyama, comme une sorte d'implication logique, ou de réaction chimique : démocratie « libérale » + économie de marché => paix + prospérité. C'est au nom de cette idéologie qu'en réponse au 11 septembre 2001 George W. Bush, en violation du droit international, lancera l'opération du *Greater Middle East* et renversera Saddam Hussein en mars 2003.

Plus généralement, s'est installée l'idéologie du renversement des régimes autoritaires jugés contraires aux intérêts américains. Ceci, au nom d'un succès supposé assuré d'une solution démocratique de remplacement. Comment – certes prudemment – ne pas établir un parallèle entre le néo-conservatisme américain et la défunte idéologie soviétique ? Il est étonnant que cette idéologie ait fini par percoler dans la diplomatie française alors même que la France n'en a jamais assimilé les aspects économiques. En tous cas, il ne reste plus grand-chose aujourd'hui de la tradition gaulliste. C'est en vertu de la même idéologie néo-conservatrice qu'on traita la Russie, exsangue dans les années 1990, au mépris de ce que je n'hésite pas à appeler « les leçons de l'histoire ».

Les choix effectués furent essentiellement ceux des États-Unis, et se résument ainsi : d'abord extension à marches forcées vers l'Est des « institutions euro-atlantiques » i.e. Communauté – devenue Union européenne en 1992 avec le traité de Maastricht –, et OTAN. Au sommet de l'OTAN de Bucarest, en 2008, on affichait encore la vocation de l'organisation à s'étendre à l'Ukraine et à la Géorgie. C'était agiter le chiffon rouge devant les Russes. À l'époque, les États-Unis, sans prendre la peine d'y mettre les formes, faisaient également pression pour promouvoir l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Depuis, les choses ont bien changé à cet égard. La Russie, ayant recouvré quelque force, s'est cabrée de plus en plus devant ce qu'elle ressentait désormais comme une menace. Elle est même redevenue l'ennemi dont l'OTAN avait besoin pour se prolonger. Et, faute de respecter le principe de l'équilibre entre des phases d'élargissement puis d'approfondissement, l'UE est devenue de plus en plus hétérogène, et donc fragile.

Pendant ce temps, la Chine a profité de conditions qui lui étaient favorables pour se faire admettre à bon compte dans l'OMC, comme si l'économie chinoise était devenue une vraie économie de marché avec des entreprises pour la plupart indépendantes de l'État. Elle s'est lancée dans une grande stratégie de pénétration sur les cinq continents, couronnée par le projet *One Belt, One Road*. Elle a entrepris de développer rapidement tous les attributs technologiques et militaires de la puissance.

Deux poussées impériales

Où en sommes-nous aujourd'hui ? La meilleure façon, à mes yeux, de décrire la situation est de la présenter comme la coexistence de deux poussées impériales. D'abord, celle des États-Unis – tendance plutôt bienveillante jusqu'à Trump. Au siècle dernier, Raymond Aron parlait déjà des États-Unis comme d'une République impériale. Les États-Unis se

servent à la fois des institutions euro-atlantiques et de leur influence individuelle sur les pays membres pour agiter hors de toute mesure l'épouvantail russe et maintenant l'épouvantail chinois. L'OTAN est devenue une sorte de fourre-tout pour étendre le leadership américain. Seconde poussée impériale : celle de la Chine qui, en tout cas pour le moment, peut utiliser ses capacités financières en vue d'attirer les pays éloignés de la tradition démocratique (y compris la Russie), ou qui sont tentés par la « démocratie illibérale », considérée par certains comme plus efficace que la démocratie libérale. L'Union européenne est l'un des principaux théâtres d'opérations pour la concurrence entre les deux empires, dont les maillons faibles sont aujourd'hui aussi divers que la Pologne ou l'Italie.

Sur un plan général, dans l'avenir prévisible, la rivalité entre les États-Unis et la Chine a peu de chances de déboucher directement sur un affrontement militaire majeur, pour autant que la gouvernance économique mondiale ne dérape pas, comme on peut cependant le craindre depuis la crise financière de 2007-2008. Je ne vois qu'une seule possibilité d'affrontement direct : le cas où les États-Unis encourageraient l'indépendance de Taïwan. Je veux aussi souligner que Donald Trump joue avec le feu à travers la politisation agressive de l'économie et le recours systématique aux sanctions, afin de mettre à genoux ses alliés comme ses adversaires.

Une Union européenne sans choix politique ?

Tout ceci explique le choix, pour la conférence du 40^e anniversaire de l'Ifri, du thème : « L'avenir de l'Europe face à la compétition sino-américaine. » Je me limiterai ici à quelques brèves remarques touchant exclusivement à la sécurité, au-delà de questions aussi importantes que l'immigration, les réfugiés ou la viabilité de l'euro.

La difficulté la plus fondamentale est que l'Union européenne est loin de constituer une unité politique. L'idéologie de ses pères fondateurs avait produit au moins un vernis identitaire qui a perduré jusqu'à la chute du mur de Berlin. Cette idéologie n'a pas survécu à la suite de cet événement. Or, sans identité assurée, aucune politique étrangère et de sécurité commune n'est possible. Cela est déjà vrai pour un État constitué. *A fortiori* pour l'Europe. Deuxième remarque : le Brexit fait ressortir que l'idée bien ancrée d'une *Special Relationship* entre la Grande-Bretagne et les États-Unis n'est, pas forcément compatible avec le concept français de « défense européenne ». La politique traditionnelle de l'Angleterre a d'ailleurs toujours été de diviser le continent. Il faut noter aussi que des

pays d'Europe du Nord, comme la Suède, sont de ce point de vue beaucoup plus proches de la vision atlantiste que la France, ou même l'Allemagne. Troisième remarque : quelques signes montrent par ailleurs que l'Allemagne, tout en proclamant sa loyauté à l'égard des États-Unis, pourrait être tentée par un rapprochement avec la Russie, manifeste dans le cas de l'énergie, et l'on peut espérer que la France elle-même redécouvrira un jour les vertus du gaullisme. Quatrièmement, les pays membres de l'Union européenne ne sont pas davantage au clair sur leur relation avec la Chine, même s'ils ont fini par prendre conscience des dangers d'une ouverture insuffisamment réfléchie aux investissements directs de l'empire du Milieu. Ils ne le sont guère non plus sur leurs intérêts communs en Afrique ou au Moyen-Orient, c'est-à-dire sur leur flanc sud.

À court terme, la survie de l'Union européenne comme une unité politique potentielle autonome et dépourvue, elle, de toute ambition impériale, suppose des replâtrages que chacun connaît. Pour aller plus loin, je suis convaincu de la nécessité d'une mise à plat non seulement des pensées mais des arrière-pensées de ses membres sur les grands sujets de la géopolitique et de la géo-économie. Seul un travail de ce genre permettrait d'identifier des ébauches de solution qui ne soient pas seulement des cautères sur une jambe de bois. Une telle opération n'a jamais été menée, et ce pourrait être un bel objectif pour ceux des principaux *think tanks* de l'Union européenne qui se consacrent aux relations internationales.

Je conclurai par quelques mots sur l'Ifri. Nous sommes légitimement fiers d'être reconnus parmi les *think tanks* les plus influents du monde, dans le seul classement international qui existe dans ce domaine. Quatre décennies d'expérience nous autorisent à inscrire nos ambitions dans la durée, comme nos grands aînés britannique (Chatham House) ou américain (Council on Foreign Relations), qui fêtent prochainement leur centenaire. Mais les *think tanks*, comme toutes les institutions, sont des sortes de roseaux qui peuvent fixer provisoirement des terrains mouvants, mais ne sauraient parvenir à eux seuls à empêcher les effondrements.

À la fin de 1989, j'étais convaincu que le monde entrait dans une phase dangereuse, avec certes des perspectives exaltantes mais aussi un risque de chaos. Dans les sociétés humaines comme dans le monde physique, le chaos est un passage vers un ordre nouveau, imprévisible *ex-ante*.

Et la phase de transition peut être fort douloureuse. Un *think tank* comme le nôtre, doté d'une belle équipe de chercheurs à temps plein, a

pour mission d'éclairer les décideurs et le public dans ses domaines de compétence. Nous ne sommes pas un groupe de pression, ouvert ou caché. Nous sommes attachés à l'intérêt général. Nous rejetons les idéologies autant qu'il est possible. Nous regardons la réalité en face. Nous ne cherchons pas à jouer aux oracles. Nos travaux sont de l'ordre de la connaissance et de la raison, non de la divination.

Qu'il me soit tout de même permis de tirer la sonnette d'alarme : l'Union européenne me paraît menacée de dépérissement, et si elle ne parvenait pas à inverser la pente, c'est le monde tout entier qui en subirait les conséquences désastreuses.

